ENTRETIEN EXCLUSIF · NÉGOCIATIONS BRUXELLOISES

# « La sécurité énergétique de l'UE dépend de notre production et de notre bonne volonté » : Washington pose ses conditions

Alors que l'Union européenne renégocie son cadre réglementaire sur l'énergie pour atteindre la neutralité carbone en 2050, la Mission américaine auprès de l'UE entre dans l'arène. Fort d'une position dominante sur le marché européen du gaz et du pétrole, Washington exige des garanties juridiques précises et avertit Bruxelles des conséquences d'un texte qui ignorerait ses intérêts.

Propos recueillis à Bruxelles par **DIE ZEIT + EL PAÍS** · Simulation BWS (9e édition) · Temps de lecture : environ 6 minutes






Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne

Symbolbild : Donald Trump et Ursula von der Leyen au cœur des négociations énergétiques entre Washington et Bruxelles. © BWS 9e édition

**DIE ZEIT + EL PAÍS : Avec près de 58 % du gaz naturel liquéfié (GNL) importé par l'Union européenne en 2025 et un engagement européen de 750 milliards de dollars d'achats énergétiques sur trois ans, les États-Unis sont devenus le premier fournisseur de l'Europe. Concrètement, quels changements exigez-vous dans le règlement actuellement discuté à Bruxelles ?**

DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS : Nous soutenons l'objectif européen de neutralité carbone à l'horizon 2050, mais cette réforme nous concerne directement et ne peut se faire sans nous. Nous portons trois amendements précis. Premièrement, nous voulons réviser l'article 27 afin que les seuils de vigilance et indicateurs de dépendance différencient clairement un allié stratégique membre de l'OTAN d'un rival géopolitique comme la Russie. Deuxièmement, nous demandons la suppression du plafond de 12 % d'énergie nucléaire dans le bouquet énergétique national. Troisièmement, nous proposons d'amender l'article 14 pour instaurer un rendez-vous technique consultatif annuel entre les États membres et les pays tiers fournisseurs.

**DIE ZEIT + EL PAÍS : Dans votre argumentaire, vous réclamez ce statut de fournisseur privilégié au nom de « l'absence de coercition » et de l'alliance militaire. Pourtant, vous avertissez que si le règlement ne tient pas compte de vos intérêts, Washington « en tirera les conséquences sur la fiabilité de son approvisionnement ». N'est-ce pas là une forme de pression coercitive exercée sur un allié ?**

**DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS :** Il n'y a aucune menace, mais un rappel des réalités économiques et stratégiques. Lorsque Moscou a utilisé l'énergie comme une arme contre l'Europe, ce sont les États-Unis qui ont garanti votre sécurité d'approvisionnement, et 23 des 27 États membres de l'Union appartiennent à l'OTAN. La coopération énergétique repose sur la confiance et la prévisibilité. Si la Commission place un allié fiable sur le même plan qu'un fournisseur hostile dans ses mécanismes de vigilance, cela fragilise la visibilité nécessaire aux investissements de long terme de nos producteurs.

**DIE ZEIT + EL PAÍS : Vu de Berlin, l'abandon du gaz russe semble avoir laissé place à une nouvelle dépendance massive vis-à-vis des hydrocarbures américains. Pourquoi l'Union européenne devrait-elle renoncer à fixer des seuils de vigilance à l'article 27 alors que sa stratégie d'autonomie stratégique et de transition climatique implique justement de réduire ses importations fossiles ?**

**DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS :** Vouloir réduire la dépendance envers un allié sûr pour la reporter sur d'autres fournisseurs moins fiables — alors même que les tensions au Moyen-Orient compliquent l'approvisionnement depuis le Golfe — serait contre-productif pour la sécurité européenne. Par ailleurs, sur le plan juridique, la large délégation de pouvoir que s'octroie la Commission à l'article 27 par des actes délégués unilatéraux nous paraît fragilisée au regard de l'article 290 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), d'autant que l'analyse d'impact du texte est toujours en cours.

**DIE ZEIT + EL PAÍS : L'Allemagne a fait le choix souverain de sortir du nucléaire, tandis que d'autres pays européens soutiennent l'atome. En tant que fournisseur clé de combustible nucléaire pour l'Europe, votre combat contre le plafond de 12 % vise-t-il vraiment à défendre la souveraineté énergétique des États membres, ou à sécuriser des débouchés commerciaux pour l'industrie américaine ?**

**DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS :** Notre position défend avant tout le respect de l'article 194, paragraphe 2, du TFUE, qui garantit à chaque État membre le libre choix de son mix énergétique. Ce plafond de 12 %, calculé sur une moyenne européenne, pénalise les pays dont la sécurité d'approvisionnement repose sur le nucléaire. Surtout, il créerait un précédent dangereux : si la Commission peut plafonner une technologie aujourd'hui, rien ne l'empêchera d'imposer demain des limites sur d'autres sources d'énergie, rompant ainsi l'équilibre institutionnel européen.

**DIE ZEIT + EL PAÍS : Vous n'êtes pas membres de l'Union européenne, mais vous appelez ouvertement vos alliés au Conseil — notamment les États pro-nucléaires et d'Europe de l'Est — à porter vos amendements au sein du Coreper pour compenser votre absence du triangle institutionnel. Ne craignez-vous pas que cette stratégie soit perçue comme une ingérence dans le processus législatif européen ?**

**DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS :** Nous connaissons parfaitement le fonctionnement du triangle institutionnel et savons que le Parlement européen est plus divisé sur ces questions. Mais nos échanges avec les États membres s'inscrivent dans un dialogue ancien, structuré depuis 2009 au sein du Conseil de l'énergie UE–États-Unis et renforcé par des accords bilatéraux. Lorsque nos intérêts industriels et la sécurité énergétique collective du continent sont en jeu, il est légitime que les alliés de l'Europe fassent entendre leur voix auprès des capitales européennes avant les trilogues.

**DIE ZEIT + EL PAÍS : En une phrase : quelle est la ligne rouge absolue de Washington dans cette négociation ?**

**DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS :** Un fournisseur allié et membre de l'OTAN ne saurait être traité juridiquement par Bruxelles comme une dépendance à risque.

---

*Simulation BWS 9e édition. Entretien rédigé dans le rôle des médias DIE ZEIT + EL PAÍS à partir de la position de négociation de la délégation des États-Unis.*